



FIN DU FORUM CONTINENTAL SUR L'UNION AFRICAINE

Réseaux d'Information Régionaux Intégrés (IRIN), Bureau de l'ONU pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA), lundi 11 mars 2002

Une jeune femme condamnée pour adultère par un tribunal de la chari'a dans le nord du Nigéria sera ensevelie jusqu'au cou et lapidée à mort si l'on ne fait pas pression sur les autorités de son Etat pour commuer sa sentence.

Son cas transcende le drame personnel du lauréat du prix Nobel, Wole Soyinka, qui l'a mentionné dans une allocution à la cérémonie de clôture du Troisième Forum pour le développement africain (FDA III). « La condition de la femme au XXIème siècle ne peut être la même qu'au XVème ou au XVIème siècle » a-t-il souligné, en faisant allusion tant au nord du Nigéria qu'au Soudan, où de telles peines sont appliquées au nom de la chari'a ou code musulman.

"Nous ne devons pas substituer une dictature théocratique à une dictature militaire », a déclaré M. Soyinka en parlant du Nigéria, où le régime militaire disparu en 1999 a été suivi dans le nord par l'émergence d'Etats gouvernés par la chari'a. « Cette Union [africaine] envisagée doit s'enhardir à se prononcer en faveur d'un régime laïc en tant que condition pour devenir membre ».

La religion et le pouvoir de l'Etat, une question qui a alimenté la guerre au Soudan et la division au Nigéria, n'a pas été débattue durant le FDA III. Cependant, le millier de participants au forum a consacré son attention à la question de la pression des membres - la responsabilité des membres de la future Union africaine à recourir à des sanctions telles que la suspension contre les gouvernements qui ne respectent pas la constitutionnalité.

« Définir les priorités de l'intégration régionale » était le thème central du FDA cette année, un forum annuel organisé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) sur les grands problèmes du continent. Le thème du FDA III a été choisi en rapport avec la naissance de l'Union africaine qui remplacera l'Organisation de l'unité africaine en juillet 2002.

Alors que l'OUA avait offert un cadre institutionnel pour la libération du joug du colonialisme et pour la protection des nouveaux Etats souverains lors de sa formation il y a plus de quatre décennies, l'Union Africaine pour sa part aspire à créer un seul espace politique et économique en Afrique, a indiqué ce vendredi le premier ministre de l'Ethiopie, Meles Zenawi.

L'Union est "un projet social et économique » qui « vise à créer un espace démocratique à travers l'Afrique, pour promouvoir le développement économique, et pour refléter une identité africaine commune ».

Au moins un millier de représentants des gouvernements, de la société civile et des institutions régionales ont achevé vendredi la conférence de six jours dans la capitale éthiopienne, Addis Abeba, avec une déclaration de consensus sur l'intégration continentale qu'utilisera l'Union Africaine

Réseaux d'Information Régionaux Intégrés (IRIN), Bureau de l'ONU pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA), lundi 11 mars 2002